

République des escrocs en bande organisée

En France nous sommes quotidiennement assaillis par les « affaires » (Bettencourt, Cahuzac, Karachi, Tapie...) au point de nous demander : est-ce que ce sont des exceptions, des transgressions de la légalité bourgeoise, ou bien le fonctionnement normal de la V^e République ? Tant de cynisme de la part de ceux qui sont au sommet de l'Etat, tant de cachoteries, de silences et de complicités, tant de bâtons mis dans les roues de la justice – qui ne bouge que lorsqu'il y a un recours explicite à ses services, et si les faits reprochés sont « crédibles » et « concordants », ce qui signifie que la plus grande partie de cette escroquerie sociale géante ne sera jamais connue – de sorte que toute la démocratie du pays finisse par reposer sur l'opiniâtreté d'une poignée de journalistes, du *Canard enchaîné* ou de *Mediapart*.

Hier c'était la mise en accusation du magistrat de la commission privée qui a octroyé 403 millions d'euro d'argent public à Bernard Tapie, ce matin l'AFP annonce quasi simultanément deux volets d'une autre escroquerie du siècle : Ziad Takieddine, marchand d'armes et figure centrale des magouilles entre la sarkozie et les Etats voyous – Pakistan, Arabie saoudite, Lybie – est finalement écroué, car suspecté de vouloir fuir avec un faux passeport dominicain payé 200 000 dollars ; d'autre part, la banque suisse UBS, qui a organisé en France une monumentale fraude fiscale pendant plus de dix ans, au vu et au su de la gauche comme de la droite, est finalement mise en examen. Or les indices et témoignages de hauts fonctionnaires et journalistes existent depuis longtemps pour que la justice soit saisie. D'un ministre du budget (Woerth) à l'autre (Cahuzac) on a tergiversé, cherché à étouffer l'affaire, - car eux-mêmes sont impliqués dans ces affaires -mais l'opinion publique n'en peut plus. Les derniers restes de démocratie française sont suspendus au courage personnel de quelques juges et journalistes, nourris par la colère du peuple qui gronde. Pauvre démocratie ! Même les procureurs, à la merci du bon vouloir politique qui les nomme, n'en peuvent plus. Du moins quelques-uns.

Si la VI^e république signifie d'en finir avec la poursuite de la V^e, alors vive la VI^e ! L'Etat est devenu le complice et l'instrument de la haute finance, qui a effacé la frontière entre l'argent « propre » et l'argent « sale ». Il a quitté la légalité bourgeoise qu'il impose d'une main de fer aux autres couches sociales, il est devenu le protecteur de l'escroquerie en bande organisée. La lutte pour la compétitivité, au nom de laquelle les socialistes demandent de nouveaux sacrifices aux travailleurs et imposent de nouvelles coupes dans les budgets sociaux, est devenue le paravent qui permet aux riches de ne pas payer l'impôt et de planquer leur fortune dans les Etats bidon ou les îles paradisiaques. Et ce n'est pas une poignée de juges ou de journalistes démocratiquement inspirés qui vont pouvoir les arrêter. Il faut un coup de balai, à l'instar du fameux dessin où on voit Lénine balayer le globe terrestre des « saletés » du vieux monde.

Le 1^{er} juin 2013

R.P.

Ziad Takieddine est un homme de biens.

C'est peu de le dire. Selon une déclaration de patrimoine, que l'homme d'affaires a signée le 23 octobre 2008 dans le cadre d'une procédure de prêt bancaire engagée auprès de la Barclays, le montant de ses biens est évalué, au total, à 97,2 millions d'euros, dont plus de 40 millions sont localisés en France. Où il ne paie donc aucun impôt.

A Paris il possède un appartement de plusieurs centaines de mètres carrés avenue Georges-Mandel, estimé à 12 millions d'euros, au nom d'une SCI (Société civile immobilière), gérée par un homme de paille et détenue par deux sociétés luxembourgeoises. A Antibes il a une villa luxueuse, un yacht, un bateau et une collection de belles voitures, dont le coût d'entretien était 751.484 euros entre 2001 et 2008, appartenant également à des sociétés de droit étranger, l'une sise au Luxembourg, l'autre aux îles Vierges britanniques, donc paradis fiscaux.

MEDIAPART 12 7 2011

Drame ouvrier au Bangladesh... et la « compétitivité »

Le 24 avril, un immeuble de neuf étages s'est effondré près de la capitale du Bangladesh (Dacca) où 3000 ouvriers travaillaient dans plusieurs ateliers textiles. Le petit entrefilet de sept courtes lignes, paru deux jours après dans *Le Monde*, parlait déjà de 175 morts, surtout de femmes. Pourtant, ce n'est pas cette grande tragédie qui retenait l'attention de cette « bourgeoisie faite journal ». Car dans le même numéro, la nouvelle rédactrice en chef qui, dans son éditorial empesté a longuement philosophé sur notre XXI^e siècle qui « se joue en Asie », n'a pas jugé digne de lui consacrer un seul mot ! Cependant, comme nous allons le voir, un lien très serré et tragique réunit cette catastrophe à ce nouveau rôle de l'Asie.

Et le bilan du désastre s'alourdisait de jour en jour, allant jusqu'à 1.127 morts le 15 mai ! Mille-cent-vingt-sept ouvriers, en grande majorité femmes et jeunes filles sacrifiées au sacro-saint profit.

Un pays victime du capital impérialiste

Le Bangladesh est un petit pays coincé entre l'Inde puissante et l'un de ses Etats, Assam à l'Est. Mais sur à peine 144.000 km carrés vivent un peu moins de 120 millions d'habitants ! Un territoire quatre fois plus petit que la France, mais avec une population double. Il est aussi l'un des plus pauvres pays du monde. Dès son origine, il souffre de cette pauvreté extrême. Lors du partage de l'Inde, en 1947, cette partie orientale de l'Etat du Bengale était brusquement détachée, artificiellement coupée de sa grande ville Calcutta et de son centre industriel et commercial, ne laissant que quelques miettes d'une industrie textile perdue dans une agriculture du riz et du coton arriérée. Cette misère est aggravée et accentuée par les ravages réguliers des inondations monstres, le pays étant dans le delta des deux plus grands fleuves de l'Inde (le Ganges et le Brahmapoutre), situé dans leurs zones des crues. Tout cela explique l'extraordinaire rapacité vorace de la jeune bourgeoisie compradore (au service du capital étranger), prête à tout pour s'enrichir rapidement.

Il est donc naturel que le capital occidental (Europe et USA), épuisé et échaudé par la résistance de la classe ouvrière et de ses acquis, encore plus affamé et fouetté par sa cupidité, n'ait pas tardé à découvrir cette manne. Depuis une bonne trentaine d'années, il a systématiquement cherché fortune dans les pays où les salaires sont très bas, les lois de protection des travailleurs faibles ou inexistantes et les syndicats indépendants interdits. Il a donc cassé les industries florissantes des pays européens, en grande partie aussi aux USA, et les a installées dans ces pays-là, pour s'assurer un niveau élevé de profit. Cette désindustrialisation terrible, dont souffrent aujourd'hui l'Europe et ses millions de chômeurs, est la contrepartie tragique et naturelle de cette greffe ou transplantation planétaires, source revigorante de la rentabilité du capital mondial.

Son grand eldorado reste encore la Chine dont la bureaucratie lui inspire toujours les éloges ravis et les courbettes rampantes, devant sa réussite de ligotage de la classe ouvrière et la domestication de ses syndicats. Mais depuis quelques années cette classe commençait à relever la tête. Alors, les quelques améliorations de salaires consenties par ses despotes alarmés ont incité le capital occidental, chasseur de toujours plus de rentabilité, à chercher un endroit encore plus profitable. C'est ainsi qu'une partie du capital

assoiffé et avide de superprofit des pays occidentaux s'est ménagée les services de la bourgeoisie accommodante du Bangladesh, particulièrement âpre au gain.

Ce pays convenait d'autant mieux au capital spécialisé dans le textile et son commerce que ses pratiques traditionnelles de production et de confection de jute ont éduqué une classe ouvrière formée à ces tâches, donc immédiatement disponible à l'appétit des prédateurs. Quelques données résumant bien la situation et l'éclaircissent davantage. Avant tout, celles relatives au coût horaire du travail comparé dans le secteur textile (selon *Le Monde* du 10 mai 2013).

Un ouvrier français travaillant dans le textile est payé de 31,3 dollars par l'heure, alors qu'un chinois ne gagne que 2,1 dollars ! Même les ouvriers marocains et tunisiens sont payés légèrement plus que leurs camarades chinois, respectivement de 2,9 et de 2,6 dollars par heure. Or, les ouvrier de Bangladesh sont les tout derniers sur cette liste honteuse avec – 0,5 dollar par l'heure, précédés seulement par les pakistanais et les vietnamiens avec leur misérable 0,6 dollars !

Voici les chiffres du malheur qui démasquent la condition fondamentale d'une compétitivité inégalée : les bas salaires. Ces données éclairent sa base véritable et sa clé la plus sûre, celles qui, pratiquement les seules dans le capitalisme, peuvent lui assurer une bonne place concurrentielle. C'est la marque indélébile de ce système. En effet, c'est dans ces conditions que les exportations de prêt-à-porter du Bangladesh, en quelques années ont atteint 19 milliards de dollars en 2012. Elles constituent 80 % de toutes les exportations du pays, et fournissent 45% de ses emplois industriels. On y voit donc clairement la nature et la signification de l'augmentation de la « compétitivité ». Un but voulu et envié par toute la bourgeoisie européenne et ses gouvernements.

Une concurrence capitaliste ravageuse

C'est une terrible concurrence et une rivalité qui déchirent le capitalisme mondial, très souvent masquées par ses journalistes serviles sous l'expression rassurantes mais trompeuse de « communauté internationale » (?). Une concurrence mortelle par des compétitions bourgeoises pour se placer avantageusement sur un marché de plus en plus rétréci. Déjà le Maroc et la Tunisie, malgré les salaires et les conditions pitoyables de leurs ouvriers (2,9 et 2,6 dollars l'heure !), ont perdu 13 % de leurs exportations de textiles, entre 2010 et 2012, pour devenir encore plus démunis qu'avant. Œuvre honteuse de la bourgeoisie ! Or, c'est cette pression inouïe qui est transmise par les gouvernements et leurs propagandistes infâmes sur les travailleurs sous la forme de diktats, parfois déguisés en « concertations » (?), vis-à-vis des ouvriers : « baissez vos salaires ! » et « renoncez aux conditions humaines de travail ! » C'est le cheval de bataille de Hollande et de son gouvernement lorsqu'ils s'acharnent pour une meilleure compétitivité.

Mais en attendant, nous avons vu que les bourgeois et leurs intendants ont déjà liquidé le gros des industries ici, et transféré leurs exigences de production là où les bas salaires et les conditions de travail monstrueuses peuvent satisfaire leur avidité insatiable. Ce transfert, contrairement à la dissimulation générale des propagandistes bourgeois, ne se réduit nullement aux seules usines ! Ce

n'est pas l'unique activité de production qu'ils ont transférée (« délocalisée » - disent-ils) aux pays à bas salaires. Comme le dernier accident tragique de Bangladesh le prouve, le grand commerce, lui aussi, assouvit sa soif de profit à la même source. Il s'approvisionne directement chez les fabricants-fournisseurs autochtones de ce pays. Tous les grands enseignes de commerce impliquées dans la vente des produits textiles en Europe et en Amérique se sont abattus sur le Bangladesh comme une nuée de sauterelles sur la récolte prometteuse. Ils ont afflué des quatre coins du monde. Sans prétendre à pouvoir les débusquer en totalité, une toute petite liste de ces prédateurs est déjà impressionnante pour mesurer le degré et l'intensité de leur complicité criminelle.

Les marques et/ou grands magasins Mango et Corte Ingles (Espagne), Primark et Go Sport (Grande-Bretagne), Tchibo et KIK (Allemagne), Walmart et PVH (USA), Benetton (Italie), Loblaws (Canada), ainsi que des grands magasins français Auchan, Carrefour, Casino, C&A, Leclerc, puis les marques Yves Dorsey et France Denim font partie de ce lot. On peut être certain que personne ne publiera la liste complète de ces commanditaires, porteurs d'un stigmate infamant du capitalisme contemporain.

Le capital pousse les ouvriers vers l'esclavage - il doit être maîtrisé, puis abattu !

Il s'agit bien d'une infamie, et le très bas niveau des salaires n'est pas le seul en cause. Il est lié aux conditions insupportables de travail où des centaines des jeunes filles sont entassées dans des hangars délabrés et encombrés, sombres et sales où – chacune dans son carré réduit – elle se courbant sur leurs machines à coudre archaïques. Les heures de travail sont interminables, les cadences infernales, et la pause apparaît comme un luxe superflu. La chaleur est pourtant suffocante, l'air est irrespirable et le bruit assourdissant. Quelle est l'espérance de vie de ces esclaves de notre temps ? Les grands journaux de la bourgeoisie ferment pudiquement leurs pages pour une telle statistique si manifestement accablante pour leur système capitaliste adulé. C'est à peine si, placés devant cette tragédie atroce, ils daignent mentionner les fenêtres minuscules, les fils électriques pendillant dans le vide et les bâtiments croulants. Mais ils restent remarquablement discrets sur les tyranniques cadences bien précises d'un long travail épuisant, très peu loquaces aussi sur la répression des syndicats indépendants, ainsi que sur la longue lutte courageuse des ouvriers menée pour leur reconnaissance.

Ce n'était pas le premier accident. Ceux-ci se suivent avec une régularité terrifiante. Déjà en 2005 (sans parler d'avant cette date), l'effondrement de l'usine « Spectrum » a causé le mort de 64 ouvriers. En novembre 2012, l'incendie de l'usine « Tazreen » a fait 112 morts et 120 blessés. Deux mois après, celle d'une autre usine, la « Smart Export » a tué 8 ouvrières. Il y a toute une longue liste effarante de ces accidents en série. Il paraît que cette triste comptabilité est tenue par un groupe mondial de nombreuses associations, le « Clean Clothes Campaign » (que l'on

(suite page 2)

(suite de la première page)

pourrait traduire par Campagne Pour le Nettoyage des Vêtements) qui en regroupe 250 et lutte contre les accidents par ses revendications pour l'amélioration des conditions de travail. Il faut saluer les efforts de ces centaines d'hommes et de femmes pour venir en aide aux ouvriers bangladais. Ils ont réellement besoin de tout le soutien.

D'autant plus que la pression exercée pour le maintien de ces conditions d'esclavage est immense : nationale et internationale. On a pu voir à la télévision française un patron bangladais expliquant, plaintif, qu'ils sont dans « l'obligation » de réduire leurs coûts, car leurs clients occidentaux insistent sur les baisses nécessaires des prix. Le reportage a été rapidement coupé... L'Etat bangladais est dans la main de ces bourgeois locaux qui se coupent en quatre pour mieux servir leurs commanditaires honorables. Le premier ministre a même cyniquement affirmé que des « accidents pouvaient avoir lieu partout dans le monde ». Néanmoins, le gouvernement local a dû finalement fermer 18 usines textiles sur les 4.500 (!) du pays, lorsque l'Union européenne, bousculée par les bruits de ce scandale, réagissait enfin. Il apparaissait alors que le Bangladesh bénéficie d'un « système de préférences généralisées », autrement dit, ses produits arrivent au marché européen sans limite et sans paiement de douane. Bruxelles a donc fait mine de menacer d'enlever ce bénéfice, tandis que le gouvernement du Bangladesh a fait semblant de régler ce problème. On a sacrifié aux apparences des deux côtés, - et les affaires continuent. Pour compléter le tableau, 31 marques occidentales ont décidé, le 15 mai, de « renforcer la sécurité du travail » (?) - comme plusieurs fois déjà dans le passé. Ainsi, tout le monde est content.

Mais le problème reste entier. Même le travail des associations mentionnées, dont personne ne peut contester la sincérité et le dévouement, ne changera pas la réalité du capital mondial, ni celle de son fonctionnement ici et au Bangladesh. C'est encore une preuve qu'il faut le renverser.

L'un des premiers pas sur cette voie est la mise sur pieds des syndicats indépendants. Car seules les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière bangladaise peuvent faire effectivement reculer la bourgeoisie et imposer à sa fraction locale et à son Etat d'améliorer réellement les conditions matérielles de ces ouvriers. Mais pour cela, les ouvriers de Bangladesh ont besoin d'un soutien résolu et d'une aide concrète pour conquérir, ne serait-ce que la liberté de leurs syndicats. Dans ce soutien concerté, même le Bureau International du Travail de l'ONU pourrait intervenir, lui aussi, afin de contraindre aussi bien l'Etat du Bangladesh que ses clients capitalistes à faire observer la liberté syndicale ainsi que les règles de sécurité en vigueur dans les pays occidentaux.

Mais pour que tout cela bouge et avance, les syndicats européens et les autres organisations ouvrières d'ici devraient retrouver le même élan de solidarité active et vigoureuse qui était encore l'une de leurs vertus, il n'y a pas si longtemps. C'est la seule voie de la mobilisation réelle des travailleurs - ici et là-bas -, la garantie unique d'une avance effective. Le tout premier pas sur ce chemin est la compréhension des difficultés ouvrières bangladaises ainsi que, surtout, du rapport étroit et profond qui les lie à nos soucis et préoccupations ici même.

Cependant, on n'entend pas la protestation énergique des directions syndicales contre « nos » sangsues d'ici dont la chasse au superprofit provoque la mort des centaines d'ouvriers là-bas. Ce serait pourtant le devoir

Fraude fiscale - sport national de la bourgeoisie

Antoine Peillon, *Ces 600 milliards qui manquent à la France, Seuil 2012, 186 p.*

Cette enquête du journaliste de *La Croix* « au cœur de l'évasion fiscale », sortie au printemps de 2012, qu'on ne saurait traiter de marxiste ou de « populiste » à la Mélenchon, avait toutes les chances de passer inaperçue s'il n'y avait pas eu l'affaire Cahuzac. C'est seulement après cette affaire que les journalistes des grands médias se sont donné le courage de parler de ce qui est un secret de Polichinelle depuis plus de trente ans, et de citer le livre : il y a plus de 100 000 Français ayant un compte en Suisse, les plus riches et pour cause !

Le 22 mai le parquet de Nantes a conclu au « non-lieu » dans l'affaire Woerth-de Maistre : il n'y a pas de témoins dans la remise des enveloppes de 50 000 ou de 150 000 euros de la part de l'homme d'affaires de M^{me} Bettencourt à l'argentier du clan Sarkozy. La Croix de la légion d'honneur remise à cette époque à Patrice de Maistre par le ministre du budget, le fait que la femme du ministre était embauchée par l'argentier de la famille l'Oréal dans son holding financier, séjournant « presque à demeure » dans la luxueuse villa Château-Banquet des Bettencourt à Genève, payée au prix de 15 000 € par mois pour le travail « d'optimisation fiscale » - manière polie de dire fraude fiscale -, ne constitue pas la preuve d'un conflit d'intérêt. Est-ce que les enquêteurs auront le courage d'aller à l'encontre de l'avis de parquet, c'est une question du genre de celles qu'on se pose au tiércé.

Le livre de Peillon est fait de quelques témoignages anonymes des responsables français d'UBS qui ont rompu les amarres avec la banque suisse, et des hauts fonctionnaires dégoutés par cette fraude industrielle et ses complicités politiques. Témoignages crédibles et concordants, qui ont trouvé confirmation dans des découvertes ultérieures. Recueillis au sein de l'Autorité de contrôle des banques, de la Douane, des Renseignements généraux, de Tracfin, les éléments crédibles et concordants de fraude existent depuis longtemps, les notes étaient envoyées « en haut », mais le « haut » a bloqué toute procédure administrative ou judiciaire. Les faits sont enfermés dans un coffre, en attendant la prescription de trois ans. Et pour cause : le sommet de l'Etat est mis en cause, avec toutes ses ramifications officielles et officieuses.

Le sujet principal est la toile d'araignée que la banque suisse UBS, la plus grande banque au monde de gestion de fortunes privées, a tendu en France dans les années 2000, afin de capter les revenus des riches - politiques, industriels, avocats, médecins, sportifs et gens du spectacle - pour les soustraire au fisc et les placer dans des paradis fiscaux. La filiale française d'UBS ne fait officiellement qu'un médiocre chiffre d'affaire, perd de l'argent, est renflouée tous les ans par la banque mère. Les organismes de contrôle bancaire français n'y voient rien d'anormal, alors que les chargés d'affaires de la banque touchent de substantiels bonus sur la base de leurs « carnets de lait ». Un « carnet de lait », c'est une comptabilité fantôme, manuscrite, destinée à recueillir les opérations d'ouverture de compte non déclarés en Suisse ou sur tous les territoires offrant des garanties de secret bancaire et d'avantages fiscaux, dont la somme constitue le « fichier vache » dans la banque mère.

Quelque cinq cents personnes travaillent en France pour la banque dans l'organisation des spectacles, des concerts, des croisières en mer, des tournois de golf, des visites aux châteaux de grands vignobles. Tout pour attirer et démarcher

élémentaire de la solidarité ouvrière. Doublement, puisque le sens véritable, la signification réelle de toutes les pressions et insistances pour « améliorer la compétitivité » est de rapprocher les coûts « élevés » (?) du travail d'ici de ceux du Bangladesh. Autrement dit, de ramener le niveau des salaires au plus bas niveau possible et de diminuer les frais dépensés pour les conditions de travail.

On ne peut pas terminer nos explications sur cet accident - qui est en même temps l'ex-

pression de notre hommage aux ouvriers sacrifiés ! - sans une dernière remarque. Car justement pour l'exposition de sa vraie signification, nous saluons avec une grande satisfaction et reconnaissance le professeur Paul Jorion, économiste. Dans son article du 14 mai (Le Monde) il a immédiatement établi - et dénoncé - ce rapport pervers entre cette tragédie du Bangladesh et la clameur des gouvernants européens pour plus de « compétitivité ». Il y explique que dans ses conférences, déjà avant l'accident, il a traduit l'expression obscure « réforme structurelle

les mondanités du sport, de la politique et du spectacle. A côté des noms connus de footballeurs et des patrons du CAC40, il y a « des centaines de notaires, d'avocats, de gros commerçants de produits de luxe, mais aussi des stars du show-business ou de la politique ». Ils sont cités dans les notes que les cadres français de l'UBS ont transmises, en vain, auprès du parquet. Des noms de toutes les couleurs ! De quoi faire sauter la « République exemplaire » ou « irréprochable » de Sarkozy et de Hollande. D'où l'obstruction tenace du pouvoir en place. La loi d'amnistie syndicale n'a pas eu les faveurs des députés socialistes (dégradations de biens lors d'actions de lutte des travailleurs, chiffrées en milliers d'euros), mais la liste de 3000 fraudeurs fiscaux en Suisse, chiffrée en millions est toujours sous la coupe des règlements « à l'amiable », dans l'anonymat total, parfois protégée par le « secret défense ». Aucune poursuite judiciaire, aucun casier judiciaire ! Xavier Mathieu, par contre, ouvrier en lutte pour l'emploi à 1500€ par mois, sera traité comme n'importe quel voyou de quartier.

« Au profit de qui ? », se demande à la fin le journaliste. « Oui, à qui profite l'évasion fiscale, en France ? A qui profitent les 590 milliards d'euros d'avoirs placés à l'abri du fisc, en Suisse, au Luxembourg, à Singapour, dans les îles Caïmans et autres paradis fiscaux, et les au moins 30 milliards d'euros qui manquent, en conséquence, chaque année, aux finances publiques ? Bien entendu, il y a tout d'abord ces Français fortunés qui utilisent quelque 150 000 comptes non déclarés en Suisse, selon le ministère de l'Economie et des Finances. Fortunés, car mes sources au sein d'UBS m'ont bien expliqué que seules les personnes possédant un minimum de 10 millions d'euros intéressent les chargés d'affaires venus des rives du lac Léman. Ce sont les mêmes qui, pourtant, ont aussi vu leur charge fiscale allégée de 77,7 milliards d'euros, entre 2000 et 2010, du fait de la réduction de l'impôt sur le revenu pour les plus hautes tranches, l'évaporation de l'impôt de solidarité sur la fortune, la mise en œuvre du fameux « bouclier fiscal » après 2007, la réduction des droits de succession et de donation... »

Si l'on ajoutait à cela la lecture des chroniques noires de Mediapart sur Takiédine et Tapie, on se croirait sur une autre planète ou en Kazakhstan. Et le dernier *Canard enchaîné* d'enfoncer le clou : un chômeur de 45 ans, SDF, ayant sur un compte en banque 2 euros, et rien sur deux autres, est traduit en justice pour avoir été suspecté d'avoir déposé dans une poubelle 21 grammes de shit, qu'il vendait de temps à temps pour gagner 30 euros et payer son hôtel. On a trouvé sur lui 1000 euro d'origine inconnue, comme la douane de Bourget a trouvé sur Ziad Takiédine une valise d'un million et demie d'euros en cash, provenant de Libye, sans qu'il soit interrogé longtemps. « Il vous faut 30 euros par jour pour l'hôtel ; vous dormez tous les jours, non ? Donc, vous vendez tous les jours ! », insiste la juge. L'accusé se défend : « Ben, non, je vends de temps en temps... - Il me faut des chiffres, monsieur ! » s'exclame la présidente du tribunal, comme si tout le monde devait avoir son « carnet de lait ». Et de trancher : six mois ferme, plus les six mois restants des sursis précédents !

Quelle énergie de classe, comparée à la compréhension de classe des collègues jugeant les affaires des millionnaires. Décidément, la France est toujours le pays de Balzac.

Radoslav Pavlovic

Fraude fiscale et secret bancaire

Lorsque le président Hollande a fait adopter à la va-vite la loi sur le patrimoine des députés pour parer au feu qui allait emporter les grands secrets de la « république des nantis », Jean-Luc Mélenchon a refusé à juste titre cette mesure « populiste » :

« Seules les vraies fortunes pourront dire « merci » à Hollande et Ayrault. Grâce à eux, de la malhonnêteté d'un proche du président, Jérôme Cahuzac, on aura officialisé un soupçon généralisé strictement réservé aux élus. C'est à peine croyable. Cela doit nous aider à réfléchir. Les sociaux libéraux ont encore réussi à protéger le royaume de l'argent ! La bonne mesure eût été d'interdire à toute banque française d'avoir une succursale dans les paradis fiscaux. Pas d'en « révéler publiquement » la liste qui existe déjà dans n'importe quel bottin. La bonne mesure eut été de publier la liste des détenteurs de comptes dans les paradis fiscaux. Au minimum de ceux qui n'ont pas régularisé leur situation depuis que le fisc a reçu la liste des 3000 clients fraudeurs de HSBC. Pourquoi refuser de publier la liste des coupables avérés et publier celle des présumés innocents ? » (Blog Mélenchon, le 14 avril 2013)

En réalité, l'enjeu politique de cette juste demande est le **secret bancaire**. Toute la fraude fiscale repose sur le secret bancaire, et la Suisse n'en a pas l'exclusivité. Aussi bien Mélenchon que Besancenot l'ont évoqué parfois, lors de leurs interventions publiques. Mais ce n'est jamais devenu une revendication politique destinée à devenir le bélier des masses pour enfoncer les portes secrètes. « Brider les banques », comme le réclame le Front de gauche, c'est faire sauter le secret bancaire, qui non seulement ne coûte rien aux finances publiques, mais peut rapporter gros.

Le 5 mai à Paris il y avait au moins cent mille personnes à réclamer la VI^e république. Réduite à sa forme institutionnelle, c'est une coquille vide, promesse démocratique sans contenu social, définie par opposition à la Ve, alors que les banderoles indiquant un contenu de classe étaient rares. Celle-ci a manqué cruellement : « A bas le secret bancaire ! » Sans cela la lutte contre la mainmise de la haute finance sur toute la société risque de devenir un tir en blanc. La lutte contre le secret bancaire n'est pas l'affaire d'une prestation occasionnelle médiatique, ni d'une ligne dans le programme politique, mais l'affaire des masses dans la rue. C'est Mélenchon lui-même qui prône l'éducation politique du peuple.

Balazs Nagy